

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE
DIRECTION DES EXPLOITATIONS, DE LA POLITIQUE SOCIALE ET DE L'EMPLOI

Sous-Direction de l'Elevage et des
Produits animaux
Bureau du Lait et des Industries laitières
Bureau des Bovins et des Ovins
3, rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP
Tél : 01 49.55.44.86 et 46.15
Fax : 01 49 55 45 90

Circulaire DPEI/SPM/ C 99 n° 4030

Sous-Direction des Exploitations agricoles
Bureau des Structures Agricoles
78, rue de Varenne - 75349 PARIS 07 SP
Tél : 01.49.55.57.50
Fax : 01.49.55.47.70

Circulaire DEPSE/SDEA/C 99 n° 7032

Date : 15 décembre 1999

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

A

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS

C I R C U L A I R E

relative à la mise en œuvre d'un dispositif de spécialisation des producteurs mixtes vache allaitante-lait au titre de l'année 2000 (vache allaitante) et de la campagne 2000/2001 (quantités de référence laitières).

MISE EN APPLICATION : immédiate.

PLAN DE DIFFUSION

Pour exécution

Pour information

Mmes et MM. les Préfets de département

Mmes et MM. les Préfets de région

Mmes et MM. les directeurs départementaux
de l'agriculture et de la forêt

Mmes et MM. les DRAF

M. le directeur de l'OFIVAL

M. le directeur de l'ONILAIT

Administration centrale (diffusion S)

FNSEA, CNJA, Confédération Paysanne,
FNPL, FNCL et FNIL

La présente circulaire a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles il est mis en œuvre, au titre de l'année 2000 (campagne 2000/2001 pour les producteurs de lait de vache), une procédure de spécialisation des producteurs mixtes lait et vache allaitante. Cette procédure a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Européenne (DG VI) par courrier du 4 novembre 1999.

La procédure a, exclusivement, effet sur la campagne qui s'ouvre, soit, pour les demandeurs de quotas le 1^{er} avril 2000 et pour les demandeurs de primes (PMTVA), le 1^{er} janvier 2000. Aucun engagement ne pourra être pris au-delà de cette période.

Cette procédure est mise en œuvre à la suite de l'expérimentation qui a été lancée par note d'information du 12 octobre 1998 aux directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt de 11 départements pilotes (Creuse, Haute-Saône, Cantal, Puy-de-Dôme, Moselle, Meurthe-et-Moselle, Aveyron, Haute-Loire, Haute-Vienne, Aube, Haute-Marne). L'ensemble des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt concernés par cette expérimentation ont fait part de son caractère positif, de par son effet restructurant et souple, à la condition cependant que cette procédure soit strictement encadrée.

I. Fondements et principes du dispositif

A/ Principes

Cette procédure a pour but de permettre la spécialisation des exploitants agricoles simultanément titulaires d'une référence laitière et de droits à prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes.

Justifiée par un réel besoin qui s'exprime de la part des producteurs, il apparaît utile de permettre cette spécialisation afin de renforcer l'efficacité économique de la production dans les deux secteurs.

Les principes directeurs de cette procédure sont les suivants :

- 1/ la procédure conduit à la spécialisation des producteurs en constituant un instrument de restructuration de la production (viande bovine ou lait) ;
- 2/ la procédure concerne la totalité de la production vers laquelle le producteur ne souhaite pas se spécialiser. Par construction, les échanges partiels sont exclus ;
- 3/ la procédure doit s'inscrire dans chacune des deux réglementations existantes (bovine et laitière), notamment communautaires, sans qu'il y soit apporté de dérogations ;
- 4/ la procédure doit se réaliser au travers des réserves départementales et non selon un accord de gré à gré entre producteurs ;
- 5/ les quantités demandées et échangées doivent s'équilibrer, en volume, au sein de chacune des réserves concernées, compte tenu des équivalences retenues entre les différentes productions prévues par le Projet Agricole Départemental ;

6/ la procédure relève de l'échelon déconcentré. Le niveau du département est le plus adapté pour assurer l'efficacité de la procédure. En France, le département constitue, en effet, le niveau de droit commun de la conduite des politiques nationales et l'échelon naturel de la déconcentration.

A défaut de représentants des productions laitière et de viande bovine au sein de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA), les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt admettront la présence, à titre d'expert, d'un représentant de ces professions conformément à l'article R 313-7 du code rural.

L'attention des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt est appelée sur le fait que la mise en œuvre de la procédure ne doit pas avoir pour effet d'affecter l'équilibre, notamment géographique, des productions au sein des départements.

Par ailleurs, cette procédure doit être mise en œuvre avec discernement, compte tenu des modifications structurelles et économiques auxquelles elle peut conduire.

B/ Fondement

a/ En matière laitière

Techniquement, le dispositif repose sur le principe de détachement de la quantité de référence laitière du foncier.

Ce détachement est rendu possible par la renonciation expresse, irrévocable et éclairée du producteur à la quantité de référence dont il dispose : ce détachement avec effet immédiat est autorisé ainsi que les services de la Commission européenne l'ont indiqué officiellement le 24 août 1998 en réponse à une question des autorités françaises.

Une fois la quantité détachée, le quota est affecté à la réserve nationale. Il s'agit de l'application du droit commun de la réglementation sur les quantités de référence laitières.

La redistribution des quantités mises en réserve prend effet le 1^{er} avril 2000. Elle suit le droit commun de la redistribution. La liste des producteurs établie par le préfet, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture, est adressée à l'ONILAIT.

b/ En matière de viande bovine

La procédure de spécialisation ne concerne que les droits à prime détenus à titre définitif. Elle ne concerne pas les droits détenus à titre temporaire.

Lors de la mise en place des droits à prime vache allaitante, la France a fait le choix d'une gestion administrée.

Il en résulte qu'aucun transfert de droits à prime ne peut se faire directement de gré à gré entre les producteurs. Tout transfert de droits doit ainsi s'effectuer par l'intermédiaire de la réserve.

Par conséquent, les droits à prime cédés sont transférés à la réserve et sont ensuite attribués selon la procédure normale, prévue par le décret 93-1260 du 24 novembre 1993.

II. Conditions d'accès à la procédure

Les producteurs demandeurs doivent respecter certaines conditions afin que leurs demandes soient recevables.

a/ Sur la notion de mixité : la mixité se caractérise par la détention simultanée de quotas laitiers et de droits définitifs à PMTVA que le producteur utilise, ou non, pour lui-même ses droits à PMTVA.

b/ L'exploitation doit mettre en valeur chacune des productions concernées au titre de la campagne 1999 (PMTVA) et 1999/2000 (lait).

c/ Seuls les producteurs qui cessent totalement l'une des productions contingentées sont éligibles à la procédure. En conséquence, les échanges partiels ne sont pas recevables, y compris au motif d'équilibrer la procédure.

Conditions relatives au lait

a/ L'éligibilité suppose la production de lait au titre de la campagne 1999/2000.

b/ Les producteurs qui souhaitent se spécialiser dans la production laitière devront respecter les conditions de l'arrêté de redistribution. En effet, la redistribution doit suivre les conditions du droit commun, notamment s'agissant des deux catégories éligibles pour la redistribution (jeunes agriculteurs et producteurs à conforter) et des critères pris en compte. Les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt devront, dès la phase d'instruction des demandes, vérifier que, compte tenu de leurs caractéristiques, les demandeurs seront susceptibles d'entrer dans l'une de ces deux catégories.

c/ Les producteurs en ventes directes et en livraisons sont tenus d'échanger les 2 quantités : il n'est pas possible d'échanger une des deux quantités contre des droits à PMTVA en conservant la production de l'autre quantité. En effet, la vente directe et la livraison constituent simplement des modalités de la production laitière.

d/ La procédure ne doit pas faire double emploi avec la procédure des aides à la cessation primée d'activité laitière, pour laquelle une priorité de premier rang est accordée aux producteurs hors normes. Les producteurs qui demandent l'aide, totale ou partielle, à la cessation primée d'activité laitière sont donc exclus.

Conditions relatives à la viande

Seuls les producteurs en mesure de céder leurs droits à la réserve départementale peuvent accéder au dispositif.

Par conséquent, un producteur qui aurait reçu des droits PMTVA gratuitement depuis moins de trois ans ne serait pas en mesure d'accéder au dispositif.

En effet, dès lors qu'il a reçu ne serait-ce qu'un droit PMTVA à titre gratuit, il ne peut céder (à titre définitif ou temporaire) aucun de ses droits pendant les trois premières années qui suivent l'attribution des droits gratuits.

Les droits temporaires sont exclus de la procédure de spécialisation.

Enfin, il est rappelé aux directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt que les producteurs ayant déposé une demande de PMTVA en 1999 se sont, à cette occasion, engagés à ne pas augmenter leur référence laitière au-delà de 120.000 kilogrammes, durant 12 mois à compter de la date de dépôt de leur demande.

III. Principales règles de gestion

A/ Modalités de cession des droits à produire ou à prime

La mise à disposition des droits à produire et des droits à prime repose sur les règles de gestion habituelles. Elles font l'objet, toutefois, d'une procédure définie au niveau national, dont les modalités pratiques sont décrites dans la présente note afin de prévoir, notamment, l'engagement formel du producteur qui renonce à ses droits à produire ou à prime.

B/ Gestion des réserves et règles d'attribution

Les règles d'attribution et de gestion des réserves reposent sur le cadre départemental, en particulier celui de la CDOA.

La procédure est fondée sur les équivalences entre les productions prévues par le Projet Agricole Départemental. Le principe de ces équivalences est prévu par l'article 15 de la loi n° 95-95 du 1^{er} février 1995 de modernisation de l'agriculture. Celles-ci constituent, de par leurs conditions d'élaboration, un critère économiquement justifié et objectif. Par ailleurs, ces équivalences sont connues des producteurs qui s'engagent ainsi dans la procédure en toute connaissance de cause et selon des équivalences transparentes.

Les départements qui n'auraient pas prévu de telles équivalences dans leur Projet Agricole Départemental devront les définir dans les meilleurs délais et, en tout état de cause, avant de mettre en place la procédure de spécialisation.

En cas de déséquilibre entre les quantités offertes et demandées, il convient de réduire la quantité excédentaire au niveau de la quantité déficitaire.

La mise en place de cette procédure ne doit pas interférer avec la gestion des transferts définitifs de droits à PMTVA. Ainsi, dans tous les cas :

- les droits à primes attribués aux producteurs ayant cessé leur production laitière seront issus des cessions des producteurs ayant renoncé à leurs droits PMTVA.
- Les quantités de référence laitières proposées proviendront des quantités de référence laitières auxquelles auront renoncé les producteurs mixtes désirant se spécialiser dans la production de vaches allaitantes.

IV. Examen des demandes de spécialisation

La direction départementale de l'agriculture et de la forêt informe les producteurs concernés, par tous moyens utiles, de l'existence du dispositif et de la procédure à respecter pour établir une demande de spécialisation.

Les producteurs intéressés font acte de candidature, sur papier libre, auprès du préfet du département du siège de l'exploitation avant le 31 décembre 1999. Ils joignent à leur demande des informations sur leur projet de reconversion, notamment sur le calendrier et les quantités de droits à produire ou à prime qu'ils s'engagent à céder et qu'ils sollicitent.

Avant le 15 janvier 2000, un premier examen des demandes est réalisé par les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt en sollicitant l'avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture. Cet examen permet d'identifier l'importance des demandes et le degré d'adéquation entre les offres et les besoins de droits à produire ou à prime.

A l'issue de cet examen, une première liste de producteurs est établie. Elle est assortie de propositions conditionnelles d'attributions individuelles aux demandeurs retenus. Les propositions d'attributions sont calculées selon les systèmes d'équivalence retenus au niveau du département entre les différentes productions contingentées. Elles peuvent être d'un montant plus faible si le producteur a sollicité un nombre de droits ou un volume de quantités de référence laitières moindre que celui qui est calculé sur la base des équivalences du Projet Agricole Départemental.

Ces propositions conditionnelles d'attributions individuelles sont communiquées, par écrit, à chacun des producteurs retenus par les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt, dans un délai de quinze jours à compter de la date de la réunion de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture ayant examiné les dossiers soit, au plus tard, le 31 janvier 2000. Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt y joint les imprimés, figurant en annexes I et II, qui indiquent les engagements à souscrire et les formalités à accomplir.

Deux cas de producteurs peuvent être distingués afin de définir les procédures à respecter et les formulaires à envoyer.

A/ Cas des producteurs souhaitant abandonner la production laitière et se spécialiser en production « vache allaitante »

Engagement de cessation d'activité laitière

Dans un délai de quinze jours suivant la communication par les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt de la proposition d'attribution soit, au plus tard, le 15 février 2000, le producteur intéressé souscrit un engagement de renonciation à sa quantité de référence laitière et de cessation d'activité laitière avec prise d'effet au plus tard le 31 mars 2000.

Il sera indiqué qu'une telle renonciation est irrévocable et n'ouvre droit ni à indemnisation, ni à un droit de reprise et qu'elle s'accompagne d'une affectation à la réserve nationale des quantités de référence en cause dès le 1er avril 2000. Ces engagements seront établis selon le formulaire visé en annexe I.

Les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt sont informés que le mécanisme de remontée accélérée en réserve des quantités de référence laitières libérées résulte d'un courrier de la Commission du 24 août 1998.

Afin d'éviter des risques contentieux, les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt doivent informer clairement les producteurs des conséquences de leur engagement, la renonciation valant de manière définitive et irrévocable.

Les conditions de validité de la renonciation sont les suivantes :

- consentement libre et éclairé du producteur informé que la renonciation est irrévocable sans droit à indemnisation, ni à reprise ;
- capacité juridique du producteur ;
- en cas de relation preneur-bailleur, information du bailleur ;
- identification de ces cas de cessation par rapport aux autres types de cessation.

Les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt veilleront au strict respect de ces conditions.

En outre, le producteur devra s'engager également à ne procéder à aucun transfert foncier jusqu'à la date de cessation définitive de son activité.

La validité de cet engagement est conditionnée à une proposition d'attribution par le préfet, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture, de droits à PMTVA à titre définitif.

La prise en compte de la renonciation et la remontée corrélative en réserve des quantités, doit faire l'objet d'une constatation par le directeur de l'ONILAIT. A cet égard, l'attention des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt est appelée sur la nécessité d'adresser à l'ONILAIT des copies de l'ensemble des déclarations de renonciation dûment remplies, telles qu'elles leur seront adressées par les producteurs et correspondant au modèle joint en annexe I.

Les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt voudront bien se conformer strictement aux instructions qui leur seront adressées par l'ONILAIT.

Demande d'attribution définitive de droits PMTVA

Simultanément à son engagement, le producteur établit une demande de droits à PMTVA au moyen du formulaire habituel disponible auprès de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt. Il est dérogé, à titre exceptionnel, à la date limite du 30 novembre 1999 pour le dépôt de ces demandes de droits dans le cadre de la procédure de spécialisation.

Attribution définitive de droits PMTVA

Sous réserve d'avoir enregistré une demande complète et déposée dans le délai requis soit, au plus tard, le 15 février 2000, le préfet, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture, pourra se prononcer définitivement en faveur d'une attribution de droits à PMTVA. Ceux-ci proviendront des droits offerts par des producteurs mixtes désirant se spécialiser dans la production laitière.

Cette attribution fera l'objet d'une notification au producteur par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt avant le 23 février 2000.

A cet égard, l'attention des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt est appelée sur le fait que le modèle de notification standard PACAGE ne pourra être utilisé, dans la mesure où celui-ci mentionne un délai de 10 jours de désistement qui ne s'applique pas en l'occurrence.

Au plus tard le 31 mars 2000, le producteur communique au préfet du département concerné une attestation de cessation de livraison laitière, signée du ou de ses acheteurs, ou en cas de vente directe, une déclaration sur l'honneur de cessation de vente de lait et de produits laitiers. A titre indicatif, cette attestation peut s'inspirer du formulaire utilisé dans le cadre du régime des cessations primées.

Après notification de l'attribution de droits, le producteur pourra établir une demande de PMTVA auprès de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, selon la procédure habituelle dans les délais fixés.

Si un producteur devait ne pas pouvoir utiliser au moins 90 % de sa référence individuelle de droits PMTVA durant les trois premières années, il est recommandé de lui attribuer des droits payants afin qu'il soit en mesure de les prêter.

B/ Cas des producteurs souhaitant renoncer à leurs droits à PMTVA et se spécialiser en production laitière

Engagement de cession définitive des droits à prime

Dans un délai de quinze jours suivant la communication par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt de la proposition d'attribution de quantités de référence laitières, soit le 15 février 2000, le producteur intéressé souscrit un engagement de renonciation aux droits à prime qu'il détient, établi selon le modèle joint en annexe II.

Cet engagement est irrévocable. Il est assorti d'une offre de cession définitive des droits à primes établie selon le formulaire habituel, disponible auprès de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

A cet égard, l'attention des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt est appelée sur le fait que le modèle de notification standard PACAGE ne pourra être utilisé, dans la mesure où celui-ci mentionne un délai de 10 jours de désistement qui ne s'applique pas en l'occurrence.

La validité de cet engagement est conditionnée à une proposition d'attribution par le préfet, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture, des quantités de référence laitières.

Demande de quantités de référence laitières

En accompagnement de son engagement, le producteur adresse une demande de quantités de référence laitières supplémentaires correspondant à son projet de reconversion.

Modalités d'attribution

Cette demande fait l'objet, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture, d'une proposition du préfet adressée, dans les conditions du droit commun, au directeur de l'ONILAIT.

Il sera joint à cette transmission l'avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture sur les propositions.

Les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt voudront bien se conformer strictement aux instructions qui leur seront adressées par l'ONILAIT.

L'attention des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt est appelée sur le fait que les dossiers concernant des demandeurs ne respectant pas strictement les conditions d'éligibilité à la procédure seront rejetés.

Les quantités de référence laitière obtenues dans le cadre de cette procédure de spécialisation étant attribuées par l'entremise de la réserve, elles constituent des dotations supplémentaires et suivent ledit régime, notamment au regard des dispositions du décret n° 96-47 du 22 janvier 1996 relatif au transfert des quantités de référence laitières.

A toutes fins utiles, sont établis en annexes III et IV, pour les cas des producteurs concernés, des calendriers type, récapitulant l'ensemble de la procédure.

V. Bilan annuel

Un bilan de cette procédure sera présenté aux professionnels à l'automne 2000. Compte tenu des enseignements de ce bilan, le principe et les modalités de la poursuite ultérieure de cette procédure seront examinés.

Afin de permettre la réalisation de ce bilan, les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt recevront prochainement un questionnaire type.

Vous voudrez bien nous tenir informé, sous le présent timbre, des éventuelles difficultés d'application de la présente circulaire.

Le Directeur des exploitations,
de la politique sociale et de l'emploi
Christian DUBREUIL

Le Directeur des Politiques
Economiques et Internationale
Rémi Toussain

ENGAGEMENT DE CESSATION D'ACTIVITE LAITIERE*A déposer à la DDAF de votre département avant le 15 février 2000*

Réservé à l'administration Reçu le :

N° PACAGE : I I I I I I I I

N° ONILAIT : I I I I I I I I

IDENTIFICATION DU PRODUCTEUR :

M., Mme, Melle : Nom Prénom :

Né(e) le: I I I I I I I I à Dépt (ou pays) :

ou pour les formes sociétaires,

Dénomination Sociale.....

N° d'identification : [.....]

Adresse :

Commune:Code postal : I I I I I I

Référence laitière (en litres, hors allocations provisoires) :

Nom de l'acheteur :Numéro de l'acheteur : I I I I / I I

DECLARATION D'ENGAGEMENT IRREVOCABLE:

- Je m'engage sur l'honneur à cesser définitivement la production laitière, en livraison et en vente directe, à compter de la date du I I I I I I I I et au plus tard le 31 mars 2000. A compter de cette date, je reconnais être informé que je ne détiendrai plus aucune quantité de référence laitière.
- Je suis informé qu'une telle renonciation n'ouvre droit ni à indemnisation, ni à un droit de reprise et qu'elle présente un caractère irrévocable.
- Je m'engage à adresser à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt un certificat de cessation de livraisons, contresigné par mon ou mes acheteurs au plus tard le 31 mars 2000.

CONDITIONS DE L'ENGAGEMENT

- Mon engagement prendra effet sous réserve de l'attribution définitive des droits PMTVA qui m'ont été proposés.

CAS PARTICULIER DU FERMAGE

Je déclare avoir informé le ou les différents propriétaires des terrains de cette renonciation irrévocable et immédiate aux quantités de référence laitières.

A :, le.....

Signature (1) :

(1) du demandeur, de tous les associés en cas de GAEC, du gérant en cas de forme sociétaire.

ENGAGEMENT DE RENONCIATION A L'UTILISATION DE DROITS A PMTVA

A déposer à la DDAF de votre département avant le 15 février 2000

Réservé à l'administration

Reçu le :

N° PACAGE :
I I I I I I I I I I

IDENTIFICATION DU PRODUCTEUR :

M., Mme, Melle : Nom Prénom :

Né(e) le: I I I I I I I à Dépt (ou pays) :

ou pour les formes sociétaires,

Dénomination Sociale.....

N° d'identification : [.....]

Adresse :

Commune:Code postal :

I I I I I I

Nombre de droits PMTVA détenus :

DECLARATION D'ENGAGEMENT IRREVOCABLE:

Je m'engage à cesser l'utilisation de ma référence en droits à prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes et à ne pas déposer de demandes de PMTVA à compter de la campagne I I I I I 1.

Je m'engage à offrir définitivement ces droits pour la campagne I I I I I (2)

CONDITIONS DE L'ENGAGEMENT:

Mon engagement prendra effet sous réserve de l'attribution, à compter du 1^{er} avril 2000, des quantités de référence laitières qui m'ont été proposées.

A :.....,le
Signature (1) :

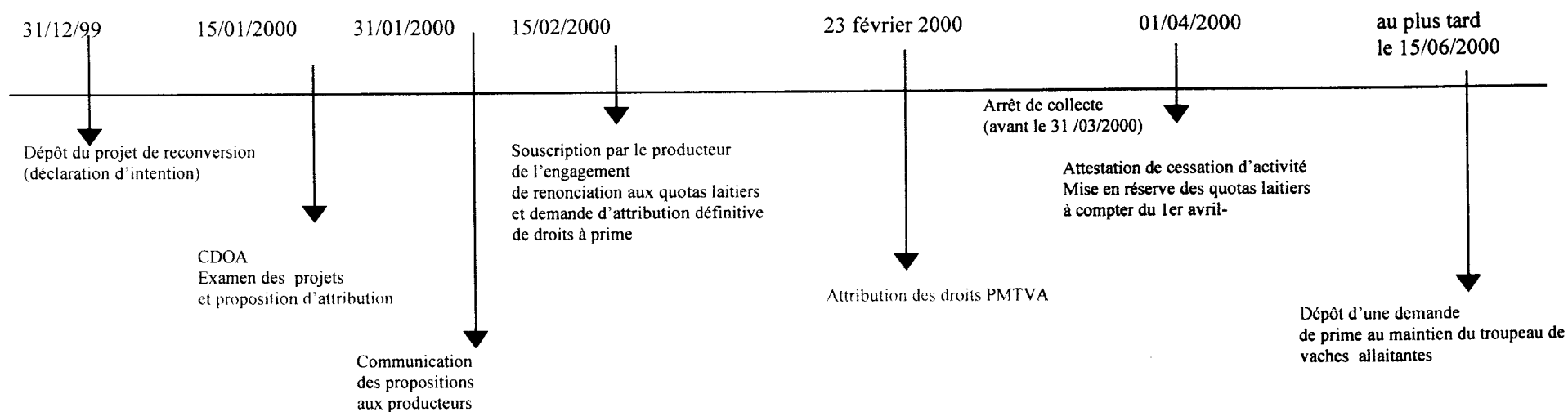
(1) du demandeur, de tous les associés en cas de GAEC, gérant en cas de forme sociétaire

(2) En cas d'accord à l'unanimité de la CDOA, la cession en question peut être définitive dès la souscription du présent engagement.

ANNEXE III

CALENDRIER TYPE

Cas du producteur souhaitant abandonner la production laitière en « ventes directes » et en « livraisons »
et se spécialiser en production « vache allaitante »



ANNEXE IV

CALENDRIER TYPE

Cas du producteur souhaitant renoncer à ses droits à PMTVA et se spécialiser en production laitière

